

LE TEMPS

Investissements Jeudi 22 octobre 2009

L'Afrique fait les yeux doux aux entreprises suisses

Par Ram Etwareea

Le continent noir déroule le tapis rouge pour attirer les entreprises helvétiques. Berne y voit une belle opportunité et encourage ses PME à explorer de nouvelles frontières

Une mission de prospection pour les entreprises suisses en Angola est prévue pour février 2010. Mais les places se font déjà rares. En cause, ce vaste pays d'Afrique australe, 16 millions d'habitants, relève d'une longue guerre civile et tout y est à construire. Il est aussi très riche en pétrole, diamants et autres matières premières. Autant dire que les possibilités de réaliser de belles affaires sont réelles.

La Confédération y voit aussi une chance à saisir. Elle veut surtout aider les PME suisses touchées par la crise à aller explorer de nouveaux marchés. Ainsi, dans le cadre du Programme de stabilisation pour un soutien rapide et efficace de l'économie suisse d'exportation (10 millions de francs pour 2009 et 2010), Berne participe au financement du voyage d'affaires.

Pour la petite histoire, la Suisse vient d'inaugurer son ambassade à Luanda, la capitale de l'Angola. La diplomatie commerciale sera l'une de ses principales activités.

Du côté angolais, l'enthousiasme est aussi total. «Les entreprises suisses, industrielles comme celles des services, ont leur place dans notre pays, explique Lukonde Luansi, attaché commercial à la Mission permanente de l'Angola en Suisse. Nous avons besoin de votre technologie et de votre savoir-faire, notamment dans l'agroalimentaire, les finances, la construction et l'énergie.» Il n'oublie pas de faire remarquer que l'Angola a connu une croissance annuelle proche de 20% ces trois dernières années. Elle sera de 6% en 2009 à cause de la crise.

L'Angola n'est pas le seul pays à dérouler le tapis rouge pour attirer les investisseurs suisses. En début de semaine, 140 entrepreneurs égyptiens et suisses ont participé ensemble à un atelier à Berne portant sur la protection de la propriété intellectuelle. Plusieurs projets d'entreprises mixtes ont été discutés. S'adressant à une soixantaine d'hommes d'affaires suisses mardi à Genève, le ministre égyptien du Commerce et de l'industrie, Rachid Mohamed Rachid, a assuré que, malgré les contraintes, le pays irait jusqu'au bout dans ses réformes politiques, économiques et sociales.

Le ministre a confirmé l'intention de son gouvernement de poursuivre le programme de privatisation de l'économie égyptienne. Celle-ci est encore très centralisée. «Nous invitons les entreprises suisses à saisir les occasions qui se présentent à quelques heures de Genève», a-t-il plaidé. Il a rappelé que les exportations suisses vers l'Egypte étaient en forte hausse après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre les deux pays depuis le 1er août 2007. L'an dernier, elles s'élevaient à 626 millions, contre des importations en provenance d'Egypte de 28 millions. Pour le ministre, son pays peut servir de plate-forme centrale aux entreprises pour desservir toute la région. En 2007, les investissements directs de la Suisse s'élevaient à 558 millions de francs.

Autre pays qui lorgne activement en direction d'investisseurs helvétiques: le Nigeria. Comme dans le

cas angolais, la Confédération soutient une mission de prospection pour les entrepreneurs suisses, qui s'y rendra en janvier. Le pays est riche en ressources énergétiques, mais ses infrastructures restent sous-développées. L'insurrection dans le delta du Niger par des militants qui revendiquent leur part du gâteau semble s'estomper.

Selon Thomas Seghezzi, directeur de Rainbow, bureau de consultants à Berne qui organise le voyage, comme celui vers l'Angola, les investisseurs suisses ont de belles cartes à jouer dans l'énergie, les infrastructures, l'agroalimentaire, l'eau, les déchets et le tourisme. Ces dernières années, l'Etat a amélioré les conditions-cadres à travers la dérégulation et la privatisation.

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**